



Strasbourg le 30 septembre 2010

Pour information :
Aux membres du collectif national logement

Objet : Congrès USH – Strasbourg – 28/30 septembre 2010.

Déclaration CGT

I. LA CRISE DU LOGEMENT EST ENCORE BIEN LA !

- Les prix de l'immobilier ont recommencé à monter et se maintiennent à un niveau beaucoup trop élevé. Cela concerne tant le locatif que l'accession à la propriété.
- La situation de l'emploi et les problèmes de pouvoir d'achat pèsent sur tout le territoire pour rendre difficile voire impossible l'accès au logement - ou le maintien dans leur logement - de très nombreux jeunes, des demandeurs d'emploi, des victimes de plans sociaux, des petits salaires, des précaires, des familles monoparentales, des retraités ou futurs retraités.
- Avec 330 000 logements mis en chantier en 2009 on est très loin des 500 000 nouveaux logements par an, jugés pourtant nécessaires y compris par le président de la république en 2007.
- D'après le rapport de la Fondation Abbé Pierre près de 1 500 000 demandes de logement HLM sont non satisfaites.

II. QUE FAIT LE GOUVERNEMENT ?

- Il engage une véritable politique de destruction du logement social : baisse des crédits pour l'aide à la construction de logements HLM, baisse des crédits d'aide à l'accession à la propriété.
- Il accroît ses ponctions sur l'activité même du secteur économique « logement » : maintien des prélèvements sur le 1% logement (pour un montant équivalent à la collecte annuelle soit 1,3 milliard d'euros) et veut créer un nouvel impôt sur les HLM pour 340 millions d'euros dès 2011, soit environ 80 euros par logement HLM existant ! L'impact de cet impôt nouveau serait de 20 000 logements HLM nouveaux en moins dès 2011 ...
- Peut-on croire aussi qu'il veuille favoriser l'accession à la propriété alors que ses mesures ne comportent rien qui permette de contrôler les prix et les

pousser à la baisse (*bien au contraire ...*) et qu'il ne fait rien pour mettre en place une véritable garantie des risques en faveur des accédants sociaux à la propriété.

III. FACE A CETTE SITUATION LA CGT A DES PROPOSITIONS ;

Quelques unes :

- Définir une politique de l'habitat tant au niveau national que dans chaque territoire qui permette de répondre à ces demandes dans des délais rapides. La présence du mouvement syndical est nécessaire aux différents niveaux où se préparent les décisions et où il y a suivi de la situation du logement : dans les programmes locaux de l'habitat par exemple comme au niveau national.
- Contraindre au respect de l'objectif de 20 % minimum de logements locatifs sociaux dans les communes urbaines.
- Multiplier les formes et les cadres juridiques et financiers permettant d'accéder à son logement.
- Obliger à des contreparties durables en matière de niveau de loyer et de prix immobiliers dès qu'il y a aide publique. Le logement est un droit, un droit pour tous. Pour cela son prix ne doit pas dépendre d'un marché immobilier et foncier privé devenu fou.
- Rendre le 1% logement aux salariés. Cela passe par la fin des prélèvements de l'État et le rétablissement d'un véritable paritarisme mis à mal ces derniers mois par le Medef dans un certain nombre de collecteurs. Aujourd'hui de nombreux CIL sont en grande difficulté. La CGT le dit clairement, laisser plonger le mouvement du 1%, c'est faire plonger le mouvement HLM tout entier.
- Développer une politique foncière publique permettant de réduire les effets spéculatifs actuels et de mettre rapidement à disposition les terrains urbanisables nécessaires.

IV. LA CGT APPELLE A L'ACTION ET AU RASSEMBLEMENT EN FAVEUR DU LOGEMENT DES SALARIES COMME DANS LES AUTRES DOMAINES TELS QUE L'EMPLOI, LE POUVOIR D'ACHAT ET LES RETRAITES

- La situation du logement en France doit absolument changer. Le gouvernement prétexte de la crise financière internationale, née d'ailleurs largement des opérations de spéculation immobilières des banques américaines, pour réduire les moyens publics en faveur du logement social sous toutes ses formes. Il est indispensable et urgent d'œuvrer à la création d'un rapport de force social qui permette d'inverser cette situation.

OUI, UN VASTE MOUVEMENT SOCIAL EST NECESSAIRE
POUR FAIRE VALOIR LE DROIT AU LOGEMENT
POUR TOUS ET PARTOUT !

- **Le mouvement HLM ne peut seul régler cette situation. La CGT est disposée à y prendre part.**
- **C'est le sens de notre participation aux États Généraux du Logement le 4 mai 2010 à Paris**
- **C'est le sens de notre suivi, attentif, de ce congrès.**

Fabrice ANGEI
Membre de la CE Confédérale